

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

**Cahier des clauses
administratives
particulières
(CCAP)**

**Fourniture d'équipements pour
le Centre de Médecine Bucco-
Dentaire du CHU Amiens
Picardie, avec consommables,
accessoires, pièces détachées et
prestations associées.**

GHT Somme Littoral Sud

Numéro de dossier achat : 25BI0005

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre, dispositions générales	4
1.1. Objet.....	4
1.2. Décomposition de l'accord-cadre	4
1.3. Forme et montant de l'accord-cadre	4
1.4. Durée du marché.....	5
1.5. Représentation des parties	5
1.6. Réalisation de prestations similaires et livraisons complémentaires	5
1.7. Sous-traitance	6
2. Pièces contractuelles	6
3. Modalités d'exécution	6
3.1. Modalités de passation des commandes.....	6
3.2. Lieux et délai de livraison	7
3.3. Documents à fournir après exécution.....	7
3.4. Prestations supplémentaires éventuelles	7
4. Prix	8
4.1. Caractéristiques des prix	8
4.2. Forme et ajustement des prix	8
4.3. Changement de domiciliation bancaire	9
4.4. Offres promotionnelles	9
4.5. Recours au catalogue fournisseur	9
5. Clauses de financement et de sûreté	9
5.1. Avance	9
5.2. Retenue de garantie	10
6. Règlement des comptes	10
6.1. Transmission des demandes de paiement.....	10
6.2. Modalités de règlement.....	11
6.3. Demandes de paiement	11
6.4. Délai global de paiement	11
6.5. Règlement en cas de cotraitants.....	12
7. Pénalités	12
8. Transport et réception des fournitures	13
9. Vérification et admission	13
10. Garantie des prestations.....	13

11.	Assurances	14
12.	Clauses de réexamen	14
12.1.	Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution 14	
12.2.	Évolution technologique, technique et réglementaire – Changement et substitution de références.....	15
13.	Autres obligations du titulaire	15
13.1.	Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	15
13.2.	Confidentialité et sécurité	16
14.	Résiliation.....	17
15.	Différends et litiges.....	17
16.	Dérogations au CCAG applicable	17

1. Objet de l'accord-cadre, dispositions générales

1.1. Objet

Le présent accord-cadre, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), a pour objet : Fourniture d'équipements pour le Centre de Médecine Bucco-Dentaire du CHU Amiens Picardie, avec consommables, accessoires, pièces détachées et prestations associées.

Les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

Lieux d'exécution ou de livraison : le CHU Amiens-Picardie.

1.2. Décomposition de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est alloté comme suit :

Numéro du lot	Intitulé du lot
Lot 1	Fourniture d'établissements de travail pour laboratoire de prothèses dentaires et prestations associées
Lot 2	Fourniture de matériels de laboratoire de prothèses dentaires
Lot 3	Fourniture de petits équipements pour laboratoire de prothèses dentaires
Lot 4	Fourniture de petits équipements pour consultation dentaire

1.3. Forme et montant de l'accord-cadre

En application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à émission de bons de commande conclu sans montant minimum et avec un montant maximum par période et par lot. Les montants sont les suivants :

Numéro du lot	Intitulé du lot	Montant maximum par période en euros HT
Lot 1	Fourniture d'établissements de travail pour laboratoire de prothèses dentaires et prestations associées	50 000 euros

Lot 2	Fourniture de matériels de laboratoire de prothèses dentaires	50 000 euros
Lot 3	Fourniture de petits équipements pour laboratoire de prothèses dentaires	80 000 euros
Lot 4	Fourniture de petits équipements pour consultation dentaire	20 000 euros

1.4. Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 12 mois à compter de la date de réception de la notification par le titulaire.

Il pourra ensuite être reconduit tacitement 3 fois 12 mois.

La durée totale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, sera au maximum de 48 mois. Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas refuser la reconduction en vertu des dispositions de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

Le CHU Amiens Picardie se réserve le droit de ne pas reconduire l'accord-cadre. En cas de non reconduction de l'accord-cadre, un courrier sera adressé par tout moyen attestant de date et de l'heure certaine de réception au plus tard 2 mois avant la fin de la période considérée (la date d'anniversaire de la réception de la notification par le titulaire de l'accord-cadre).

1.5. Représentation des parties

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et l'acheteur désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et notifient cette désignation à l'autre partie.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

1.6. Réalisation de prestations similaires et livraisons complémentaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R.2122-4 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet des livraisons complémentaires destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes qui lui sont confiées au titre du présent accord-cadre dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.7. Sous-traitance

La sous-traitance est interdite pour la fourniture. En cas de sous-traitance de tout ou partie des services de l'accord-cadre, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement, conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé, en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

2. Pièces contractuelles

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les documents contractuels sont énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 – Bordereau des prix unitaires (BPU) / Détail Quantitatif Estimatif (DQE)
 - Annexe 2 – Taux d'escompte ;
 - Annexe 3 – Questionnaire technique pour les lots 1 et 2 ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe : plans de la pièces et plans des réseaux d'extraction/aspiration
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire : Fiches techniques des produits
- Les bons de commande
- Les modifications postérieures à la notification

Il est précisé que les quantités figurant à l'annexe 1 de l'AE – BPU / DQE sont estimatives et qu'elles ne sont pas contractuelles.

3. Modalités d'exécution

3.1. Modalités de passation des commandes

Le présent accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai de livraison

commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Les prestations seront exécutées à compter de la notification du bon de commande. Les délais d'exécution sont fixés à l'annexe 1 de l'acte d'engagement : BPU / DQE complétée et remise par le candidat dans son offre.

Le bon de commande comporte a minima :

- Le numéro et la date de commande
- La désignation de la fourniture
- La référence à l'accord-cadre
- La quantité commandée
- Le prix unitaire HT, le montant HT et TTC de la commande
- Le ou les lieux et délais de livraison
- Tout autre renseignement utile

Seuls les bons de commande signés par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur seront honorés par le titulaire.

Les bons de commande pourront être notifiés par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

3.2. Lieux et délai de livraison

La livraison s'effectue conformément aux dispositions **définies par le CCTP** ainsi que dans le respect des dispositions de l'article 21 du CCAG FCS. L'adresse de livraison est celle indiquée sur le bon de commande.

Le titulaire est tenu de respecter l'adresse, le jour et le lieu de livraison indiqués sur le bon de commande notifiée.

Aucun produit ne sera livré directement dans les services sauf demande expresse du pouvoir adjudicateur.

3.3. Documents à fournir après exécution

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant telle que définie au CCTP. Il s'engage à fournir tous les documents indiqués dans l'article « conditions de livraison et documentation à fournir » du CCTP.

3.4. Prestations supplémentaires éventuelles

Chaque lot de cette consultation comporte 1 prestation supplémentaire éventuelle **facultative** :

PSE n°1 : Coût de main d'œuvre et déplacement pour SAV.

Le candidat à la possibilité de chiffrer cette prestation dans le BPU.

Si elle est retenue, la PSE vient s'ajouter à l'offre de base.

L'acheteur se réserve le droit de retenir ou non la prestation supplémentaire éventuelle au moment de la signature du contrat.

4. Prix

4.1. Caractéristiques des prix

Les prestations seront réglées par application de prix unitaires détaillés au bordereau des prix unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au transport, à l'assurance, au stockage, jusqu'au lieu de livraison.

Les PSE, si retenues au moment de l'attribution, se feront sur bons de commande.

4.2. Forme et ajustement des prix

Les prix sont fermes pour la première période d'exécution de l'accord-cadre.

Pour les autres périodes :

Les prix sont révisibles, à la hausse comme à la baisse, à la date de reconduction de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage, sous un délai de **2 mois minimum avant la date de reconduction du lot**, à notifier la révision de prix à l'établissement support, par mail à l'adresse : direction.achats-GHT@chu-amiens.fr et selon les modalités suivantes :

- Dans l'objet du mail doit nécessairement figurer le code : REV + numéros de marchés affectés.

Ce mail doit contenir la version actualisée du BPU (conforme au modèle du DCE) de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où les tarifs ne seraient pas transmis, seraient transmis « hors délais » ou ne respecteraient pas les modalités définies ci-dessus, les prix ne pourront être révisés. Par conséquent, les tarifs de l'année n seront appliqués sur l'année n+1.

Il est à noter que le Titulaire n'est pas tenu d'augmenter ses prix et pourra à sa discrétion, choisir de les maintenir pour la période suivante.

Clause de sauvegarde :

Si la hausse annuelle excède 3% par rapport à l'année antérieure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

Il est à noter que le Titulaire n'est pas tenu d'augmenter ses prix et pourra à sa discrétion, choisir de les maintenir, même si les indices pouvaient justifier d'une révision à la hausse.

La responsabilité des établissements ne saurait être engagée en cas de retard de paiement, si le formalisme demandé ci-dessus n'est pas respecté.

4.3. Changement de domiciliation bancaire

Le cas échéant, toute modification de coordonnées bancaires, en cours de marché, fera l'objet d'une demande expresse de la part du titulaire, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée d'un nouveau RIB (IBAN) et stipulant le numéro de marché concerné par ce changement.

Ce courrier sera obligatoirement signé par une personne habilitée à engager la société.

La responsabilité des établissements concernés ne saurait être engagée en cas de retard de paiement, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

4.4. Offres promotionnelles

En dehors des périodes de révision éventuelles, le titulaire peut faire bénéficier le pouvoir adjudicateur et les établissements parties d'offres promotionnelles exprimées en prix et/ou pourcentage qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des conditions du marché.

Ces offres promotionnelles peuvent porter sur tout ou partie du Bordereau de Prix Unitaires.

Dans ce cas, le titulaire s'engage à les communiquer au Pouvoir Adjudicateur ainsi que les dates de début et de fin d'application. Ces prix promotionnels se substituent alors automatiquement aux prix contractuels pendant les périodes définies, leur entrée en vigueur ne nécessite pas de modification du contrat (un bon pour accord sera signé du pouvoir adjudicateur).

4.5. Recours au catalogue fournisseur

Le recours au catalogue fournisseur est autorisé sur l'ensemble de la gamme référencée dans le cadre du présent marché. Le pouvoir adjudicateur de chaque établissement concerné se réserve la possibilité de commander les références non inscrites au BPU, correspondant à l'objet de l'accord-cadre. Cette ouverture catalogue devra être strictement conforme à l'objet du marché et relever spécifiquement de la gamme de produit alloti. Le montant total des achats effectués sur la base du catalogue ne pourra dépasser 10% du montant maximum du lot.

5. Clauses de financement et de sûreté

5.1. Avance

Pour tous les bons de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement.

Les montants relatifs à l'avance évoqués ci-dessous sont exprimés toutes taxes comprises.

Conformément à l'article B.11.1. du CCAG FCS (option B), le montant de l'avance sera égal à 5.0 % du montant du bon de commande, si la durée de son exécution est égale ou inférieure à un an. Si ce délai est supérieur à un an, ce montant sera multiplié par un coefficient réducteur égal au rapport $12/N$, N étant la durée évaluée en mois.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-19 à R.2193-21 du Code de la commande publique. Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant et son règlement interviendra dans le délai fixé dans l'acte d'engagement.

Ce règlement doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution de l'accord-cadre ou de la tranche.

En application de l'article R.2191-11 du Code de la commande publique, si l'avance est inférieure ou égale à 30% du montant de l'accord-cadre, elle sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché. Si l'avance est supérieure à 30% du montant de l'accord-cadre, le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire dès la première demande de paiement.

Si l'avance est inférieure à 80% du montant de l'accord-cadre, son remboursement devra être achevé lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant de l'accord-cadre. Si l'avance est supérieure ou égale à 80% du montant de l'accord-cadre, elle sera intégralement remboursée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra le montant de l'avance accordée.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

Il sera exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci. L'acheteur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande. Les sûretés seront libérées à la fin de la résorption de l'avance.

5.2. Retenue de garantie

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6. Règlement des comptes

6.1. Transmission des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique devra la rejeter.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la

date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- Le « code service » permettant d'identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l'entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l'acheminement de ses factures reçues ;
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Les SIRET du CHU AP à utiliser lors de ces dépôts est le 268 000 148 00125.

6.2. Modalités de règlement

Les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS s'appliqueront.

Le règlement des prestations se fera après service fait et admission des prestations.

6.3. Demandes de paiement

Conformément aux dispositions de l'article 11.7 du CCAG FCS, le titulaire transmet sa demande de paiement après exécution et décision d'admission des prestations par le pouvoir adjudicateur. En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

6.4. Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Taux d'escompte pour le CHU Amiens-Picardie :

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 du Code de la commande publique.

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception sur la plateforme CHORUS PRO de la facture par l'établissement membre concerné.

Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement (décret 2013-269 du 29 mars 2013, relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique).

Les candidats préciseront dans l'annexe 4 à l'acte d'engagement, les taux d'escomptes éventuels qu'ils sont disposés à appliquer pour des règlements intervenant sous un délai inférieur ou égal à 50 jours calendaires. Plusieurs taux d'escompte pourront être proposés par les soumissionnaires.

Le(s) taux d'escompte finalement retenu(s) dans un marché s'appliquera(ont) sur chaque facture dès lors que l'établissement membre du GHT honorera les paiements sous le délai contractualisé ou plus court. Ainsi, le montant de l'escompte sera déduit du montant du paiement de chaque facture. Les clauses contractuelles relatives aux taux d'escompte retenues dans un marché n'emportent pas obligation pour l'établissement membre de respecter ce(s) délai(s) dérogatoire(s) même s'il s'y efforcera.

Concernant le CHU Amiens Picardie, il est porté à la connaissance des candidats que l'établissement s'inscrit dans une démarche de réduction de ses délais de paiement et qu'il est en capacité de procéder à un paiement à 20 jours. Le délai de paiement ne pourra cependant être inférieur à 20 jours.

6.5. Règlement en cas de cotraitants

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

7. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, les pénalités spécifiques suivantes s'appliqueront :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré :

- **Pénalité pour retard de livraison et installation des produits issus du lot 1 :**

1% du prix de base de l'équipement par jour de retard dans la livraison de cet équipement, dans la limite de 15%.

- **Pénalité pour retard de livraison et installation des produits issus du lot 2 :**

1% du prix de base de l'équipement par jour de retard dans la livraison de cet équipement, dans la limite de 15%.



- **Pénalité pour retard de livraison des produits issus du lot 3 :**
1% du montant du bon de commande par jour de retard, dans la limite de 15%.
- **Pénalité pour retard de livraison des produits issus du lot 4 :**
1% du montant du bon de commande par jour de retard dans la limite de 15%.

8. Transport et réception des fournitures

Chaque livraison est accompagnée à minima d'un bon de livraison indiquant :

- Référence de la commande
- Désignation des produits livrés
- Quantité livrée

Les fournitures seront emballées et ne devront présenter aucun défaut. Les emballages ouverts ou abîmés pourront être refusés. Dans ce cas, un délai compatible avec les nécessités de service pourra être accordé pour représenter les produits attendus.

En cas d'impossibilité de livraison, d'indisponibilité d'un ou plusieurs produits ou toute autre modification, le titulaire doit en informer dans un délai maximum de 48h et par tout moyen le service approvisionnement à l'origine de la commande. A défaut, les pénalités prévues à l'article 7 du présent CCAP s'appliqueront.

En aucun cas, une substitution de produit ne sera acceptée sans accord préalable du CH concerné.

En cas de rupture temporaire la facture indiquera clairement la référence du produit habituellement commandé et la référence du produit de remplacement (si produit accepté par le CH concerné) avec la mention « produit de substitution temporaire ».

9. Vérification et admission

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG FCS dans les conditions particulières suivantes :

A la réception de la commande, une vérification immédiate de la livraison est effectuée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité commandée, l'établissement peut mettre en demeure le titulaire de :

- Reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande
- Compléter la livraison dans les plus brefs délais

A l'issue des opérations de vérification, la décision sera prononcée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG FCS.

10. Garantie des prestations

Conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG FCS, les équipements seront garantis pour une durée minimum de 12 mois à compter de la date de la mise en service de l'ensemble de l'équipement. Le candidat s'engage à respecter la durée de garantie offerte inscrite au BPU remis dans le cadre de son offre.

Toute pièce remplacée et couverte par une garantie doit être mentionnée sur le rapport d'intervention ou le bon de livraison avec la date d'effet de garantie.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, la fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

11.Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

Le titulaire devra justifier la validité de sa police d'assurance, à chaque reconduction annuelle.

12.Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

12.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du

groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

12.2. Évolution technologique, technique et règlementaire – Changement et substitution de références

Il est précisé qu'en raison de :

- L'évolution des techniques ;
- L'évolution et l'amélioration des réactifs et consommables (modification et substitution de référence, changement de présentation de conditionnement, ajout de variétés dans la gamme) ;
- La nécessité de faire face à un problème d'approvisionnement du fournisseur ;
- Le rachat d'une gamme d'une entreprise concurrente ;

La substitution d'un produit par une autre référence ou l'ajout d'un produit de la gamme au cours de l'accord-cadre, est possible, via un avenant, dès lors que l'économie globale du lot concerné ne s'en trouve pas bouleversée. Ces modifications se font **après acceptation écrite du cadre de santé référent.**

Dans le cas d'une évolution et amélioration des produits et évolution des techniques, le fournisseur est tenu de produire un document indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique,
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses ou d'évolution réglementaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS.

13. Autres obligations du titulaire

13.1. Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

a) Obligations de contrôle

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu de prendre les mesures nécessaires permettant d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité.

Le titulaire du présent accord-cadre veille à ce que tout salarié qui participe à l'exécution du service public, et toute personne à qui il confie une partie de l'exécution de ce service :

- s'abstienne de manifester ses opinions politiques ou religieuses,
- traite de façon égale toute personne, notamment tout usager du service,
- respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

Ces obligations concernent également les sous-traitants. Ainsi, tout contrat de sous-traitance relatif à l'exécution du service public doit rappeler ces obligations et être transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant.

b) Modalités de contrôle

Les usagers du service public sont informés par le titulaire des modalités de signalement des manquements aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

L'acheteur doit être informé dès qu'un manquement est constaté. Il peut alors exiger que les personnes concernées ne soient plus en contact avec les usagers.

13.2. Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

14. Résiliation

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies au chapitre 7 du CCAG FCS.

Résiliation pour motif d'intérêt général

En dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, lorsque l'acheteur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 41 et 45 du CCAG FCS :

- L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

15. Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif d'Amiens

14, rue Lemerchier

CS 81114

80011 Amiens Cedex 01

Téléphone : 03 22 33 61 70

Télécopie : 03 22 33 61 71

Courriel/Boîte fonctionnelle : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en langue française.

16. Dérogations au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG Fournitures Courantes et Services auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAP	Articles du CCAG
Article 2 – Pièces contractuelles	4.1
Article 7 – Pénalités et primes	14.1.3
Article 13 – Résiliation	42